

Isabelle Davion, Jerzy Kłoczowski et Georges-Henri Soutou (dir.), *La Pologne et l'Europe du partage à l'élargissement (XVIIIe-XXIe siècles)*, Presses de l'Université Paris-Sorbonne (Coll. « Mondes contemporains »), Paris, 2007, 290 p.

L'entrée massive dans l'Union européenne d'anciennes démocraties populaires, si elle n'a pas soulevé un énorme enthousiasme parmi les populations occidentales, s'est en tout cas accompagnée d'un certain nombre de manifestations, parmi lesquelles la Saison polonaise en France. *Nova Polska* avait pour ambition de rappeler l'identité européenne de la Pologne à travers notamment la richesse et l'intensité des relations unissant la France et la patrie de Chopin. C'est cet objectif qui a guidé la tenue d'un colloque d'historiens en Sorbonne à l'automne 2004, dont ce volume publie les actes.

Si les ouvrages collectifs pèchent souvent par manque de cohérence entre les différents articles, ce n'est guère le cas ici, l'Institut du Centre-Est de Lublin et l'UMR IRICE ayant réussi à rassembler à Paris les plus grands spécialistes francophones du sujet étudié – à tel point que l'ouvrage fait l'économie d'une présentation des auteurs ! On retrouve des grandes figures de l'histoire de la Pologne et des relations internationales, français (J. Ponty, D. Beauvois, B. Michel), polonais (J. A. Gierowski, J. Kłoczowski, A. Paczkowski, J. W. Borejsza, A. Chwalba, T. Schramm – mais pas Józef Łaptos) ou polono-américains (A. M. Cieniala, P. S. Wandycz). Aux contributions de ces éminents chercheurs (dont on regrettera simplement pour deux d'entre elles l'absence d'appareil scientifique) s'ajoutent celles de jeunes docteurs travaillant sur l'entre-deux-guerres : I. Davion dont la thèse a porté sur les relations polono-tchécoslovaques dans la politique de sécurité française, J. Wala qui a travaillé sur la France et les minorités nationales et religieuses de Pologne et F. Dessberg qui s'est intéressé aux relations franco-soviétiques et au facteur polonais dans les questions de sécurité en Europe.

Cette dernière remarque nous amène à parler du continuum historique de l'ouvrage. Si l'entre-deux-guerres est bien représenté, les autres périodes sont aussi traitées en profondeur. C'est d'ailleurs selon un déroulement chronologique que sont abordés plusieurs thèmes transversaux touchant au rapport entre la Pologne et l'Europe, ce que rappelle G.-H. Soutou dans son avertissement : « les visions géopolitiques des Polonais ; les représentations de la Pologne en Pologne et à l'étranger ; les problèmes de sécurité ; la problématique des rapports avec la Russie ; la Pologne comme grande cause européenne ; la circulation des idées entre la Pologne et le reste de l'Europe ; les problèmes internes liés à la place de la Pologne en Europe : questions religieuses, questions des minorités » (p. 8).

L'ouvrage permet ainsi d'apporter des réponses aux grandes questions concernant l'appartenance européenne de la Pologne : les aléas du mythe de la Pologne comme rempart de la chrétienté ; la place dans l'aventure napoléonienne ; le rôle de la « question polonaise » dans le « concert européen » issu de Vienne et dans le mouvement des nationalités ; le problème des frontières à l'issue de la Première guerre mondiale ; la question des alliances dans la montée de l'insécurité des années 1930 ; le rôle dans la résistance au nazisme ; le coût de la politique conciliante des Alliés envers l'URSS ; la marge de liberté sous la domination de Moscou ; l'équilibre à trouver entre UE et Etats-Unis.

Dans son avant-propos, P. S. Wandycz revient sur ces questions et rappelle la dimension géostratégique de l'identité européenne de la Pologne, « à la fois trop faible pour être une puissance, et assez forte pour aspirer à être plus qu'un Etat moyen » (p. 16) bien qu'il n'accrédite pas totalement la thèse de la mauvaise situation géographique, notamment celle qui voit le pays « coincé » entre de (trop) grandes puissances. L'auteur se place essentiellement du point de vue polonais et revient sur l'historiographie et l'opinion des Polonais qui « considèrent leur cause comme sacrée et jugent le comportement des gouvernements et des peuples par leur attitude envers la Question polonaise » (p. 13) : leur culte de Napoléon et à l'inverse leur forte hostilité de principe aux puissances copartageantes et aux chancelleries européennes – bien silencieuses sur le sujet il est vrai – apparaissent exagérés à l'auteur au regard de la réalité

historique (par exemple du développement d'une forte culture nationale dans le tronçon autrichien). La France de Clemenceau, malgré un choix initial bien différent, a su gagner le cœur des Polonais pour son soutien en 1920 à la politique des faits accomplis du maréchal Piłsudski ; mais « les puissances occidentales ont échoué à maintenir le système européen qu'elles avaient créé » (p. 17), ce qui explique en partie selon l'historien l'énigmatique traité de non-agression polono-allemand de 1934. L'auteur rappelle ensuite comment, en 1939, « les alliés occidentaux n'ont pas porté secours à la Pologne combattante » et comment « le gouvernement en exil du général Sikorski n'était qu'un parent pauvre de la Grande-Bretagne et de la France » (p. 18) ; P. Wandycz semble d'ailleurs défendre la thèse de Yalta comme partage du monde. Dans le monde bipolaire qui s'est créé, l'auteur note que « Varsovie pouvait prendre quelques initiatives dans le domaine international » (p. 18), surtout par crainte du révisionnisme allemand (plan Rapacki). Enfin, l'historien rappelle le difficile choix actuel entre une Europe en chantier et une hyperpuissance américaine.

J. A. Gierowski ouvre les contributions en se demandant comment la Pologne a pu passer au XVIII<sup>e</sup> siècle dans l'opinion européenne de l'image de sauveur de l'Occident (victoire de Jean III Sobieski à Vienne en 1683 contre les Turcs) à celle de victime (d'un régime nobiliaire féodal et anarchique et des agressions étrangères) que répandent largement les philosophes des Lumières (hormis Mably et Rousseau) et que relaient les révolutionnaires jacobins et girondins, même après l'adoption de la Constitution de 1791. T. Lentz, grand spécialiste de Napoléon I<sup>er</sup>, poursuit en démontrant que la « question polonaise » ne fut jamais qu'un élément au service du système européen que l'Empereur avait créé et souhaitait maintenir. Le Grand-Duché de Varsovie fut surtout une protection contre la Russie et un moyen de sanctionner la Prusse, en aucun cas une étape vers la restauration de la République. Un autre mythe est celui de la « démocratie » nobiliaire, qui voudrait que les nobles – particulièrement nombreux dans le pays – aient participé solidairement et équitablement au pouvoir législatif. D. Beauvois s'attache à montrer que cette idée « belle dans sa conception, fut toujours viciée dans son application » (p. 56) et ne peut guère être présentée comme un modèle précurseur de la société citoyenne européenne. « Le noble sur son lopin n'est pas l'égal du voïévode » pourrait-on écrire pour détourner le mythe qui se perpétue encore : l'immense majorité des nobles étaient tenus très à l'écart des diétines ; la Constitution du 3 mai « précipitait des centaines de milliers de nobles sans terre dans l'inexistence civique » (p. 51). Après les mythes occidentaux du rempart de l'Europe et de l'anarchie atavique et les mythes polonais du libérateur napoléonien et de la démocratie nobiliaire, c'est au mythe du soutien français à la Pologne que s'attaque J. W. Borejsza. L'auteur montre en pas moins de 33 pages que « l'empressement des Polonais à monter sur toutes les barricades européennes » (p. 61) – y compris à participer aux révolutions russes de 1905 et 1917 – ne fut guère récompensé par un soutien à la cause polonaise. En France, La Fayette (que ne cite pas l'auteur) avait beau proclamer du haut de la tribune de la Chambre des députés que « toute la France est polonaise », cette empathie ne dépassait guère l'accueil de réfugiés ; l'attitude passive des gouvernements français devait pousser le journaliste et avocat Charles Floquet à apostropher le tsar Alexandre II en visite à Paris en des termes restés célèbres : « Vive la Pologne, Monsieur ! ». Mais l'historien montre que c'est après la défaite de Sedan et suivant sa volonté d'un rapprochement franco-russe que la République se désintéressa totalement de la question polonaise, et ce jusqu'en 1918. A. Chwalba poursuit en quelque sorte cette analyse en s'intéressant à la place de la Pologne dans la politique de Pétersbourg. Il montre que les Polonais furent utiles à la Russie « surtout au début du XIX<sup>e</sup> siècle durant les guerres napoléoniennes, ou pendant les expériences du régime d'Alexandre I<sup>er</sup> puis d'Alexandre II ». Pour l'Empire tsariste, les territoires « gagnés » permettaient de se rapprocher – ne serait-ce que géographiquement – de l'Europe et ne devaient donc en aucun cas redevenir indépendants. A côté des épisodes de résistance aux mesures prises par la Russie, c'est surtout les tentatives polonaises de collaboration avec l'administration d'Etat qui dominent ; mais l'auteur ne tranche pas la question de savoir si la dépolonisation et la

russification sont des conséquences des différents soulèvements de ces « Judas parmi les Slaves » ou si elles en sont à l'origine. Un des effets de ce « loyalisme » majoritaire, de ces mesures de répression et des tentatives françaises de rapprochement est que, entre 1863 et 1914, la question polonaise devient une préoccupation très secondaire pour la Russie.

L'ensemble d'études suivant porte sur l'entre-deux-guerres, avec une majorité de contributions qui interrogent le regard français sur la Pologne. Elles sont introduites par une étude de cas d'un spécialiste des questions militaires qui présente les fiches de renseignements élaborées par les officiers français en mission en Pologne entre 1920 et 1939 pour que l'Etat-major puisse savoir ce « que vaut réellement l'armée polonaise, aujourd'hui et demain, comme allié de revers contre l'Allemagne et barrière face au bolchevisme » (p. 99). F. Guelton montre ainsi que la valeur de ces militaires et leur attitude envers la France varie selon leur « origine » : corps autrichien, russe ou légions. Mais le mythe de la bravoure et de la relative indiscipline des Polonais semble encore bien vivace dans les représentations françaises. J. Wala poursuit en s'intéressant à la place tenue par la Pologne « dans la nouvelle Europe vue par la France » entre 1918 et 1923 (p. 111). « Au lieu de bénéficier d'une alliée forte et enviable, la France contribua à la création d'une Pologne aux frontières incertaines, à la dynamique nationale durablement freinée par l'existence de minorités indifférentes, voire hostiles, aux intérêts de l'Etat et à la pérennité de la Nation » conclue l'auteur (p. 118). Pour la période de l'Appesement et des révisions des traités, entre 1933 et 1939, A. C. Cienciala s'attaque notamment aux mythes de « Beck l'Allemand » et à celui de la Pologne responsable de Munich puis du plan Ribbentrop-Molotov. Elle défend dans une longue et très documentée démonstration les vues et la politique du maréchal Piłsudski et du colonel Beck, montrant que la marge de manœuvre des deux hommes était fort limitée et que leurs choix apparaissent aujourd'hui encore comme les plus raisonnables quoique le plus souvent sans illusions. Cette étude est à mettre en parallèle avec l'article suivant d'I. Davion, qui nous propose une analyse du point de vue français sur la politique de Varsovie face aux tentatives de reconstruction du système diplomatique européen. Selon l'historienne, « les dirigeants français, nombreux à se succéder entre 1932 et 1938, ont eu des visions différentes de la politique à adopter vis-à-vis de la Pologne. Tous s'accordent cependant sur un point : elle outrepassa son rôle lorsqu'elle prétend prendre part aux négociations décisives entre grandes puissances » (p. 164). B. Michel focalise son attention sur le rejet du traité des minorités par la Pologne (septembre 1934), sur son accueil par l'opinion polonaise et par l'opinion internationale et sur les causes immédiates et profondes de l'action de Beck. Quant à F. Dessberg, il se penche sur l'importance du facteur soviétique dans la méfiance croissante qui marque les relations franco-polonaises entre 1924 et 1935 ; selon lui, c'est bien « le différend de 1924, à savoir intégrer l'URSS dans un système de sécurité européen ou la rejeter » qui est à la source de la détérioration des rapports entre les deux pays, qui « ne parviennent à faire adhérer leur partenaire à un système dicté surtout par des considérations de sécurité nationale » (p. 213). T. Schramm clôt l'ensemble par un article assez court sur « la place de la Pologne dans la politique européenne pendant la Deuxième Guerre mondiale », en fait guère importante ; et de rappeler les mots de Jan Karski (dont l'ouvrage vient d'être réédité en France) : « somme toute, la Pologne ne fut qu'un objet de la politique des Grands, en fonction des rapports entre eux ».

Est-ce aussi le cas dans la période qui s'ouvre en 1945 ? A. Paczkowski embrasse d'abord les années 1945-1989 pour s'interroger sur le rôle de l'émigration et de l'opposition dans la construction européenne. L'auteur montre que malgré un militantisme très développé, pratiquement « aucun Polonais n'avait d'influence ni sur la méthode ni sur le rythme de l'intégration européenne. L'apport polonais à l'intégration de l'Europe fut d'amorcer l'implosion du communisme [ce qui] permit de débarrasser le processus d'intégration européenne du spectre de l'action défensive fondée exclusivement sur la peur de la puissance ennemie » (p. 233). Autre spécialiste de l'émigration polonaise, J. Ponty se demande ensuite dans quelle mesure la Pologne s'éloigne de l'Europe et de la France entre 1945 et 1949. Si les

membres du clergé « conservent leur liberté de déplacement entre la Pologne et l'Europe occidentale » (p. 237) et que les émissions radiophoniques prennent de plus en plus d'importance, les langues, les cultures et les institutions culturelles occidentales sont de moins en moins sollicitées et voient leur influence diminuer au profit du réalisme socialiste inspiré de Moscou. G.-H. Soutou se place sur un autre plan en étudiant la place de la Pologne dans la politique extérieure française pendant la Guerre froide. Il rappelle qu'il faut attendre 1945 et les débuts de la satellisation des pays d'Europe centrale et orientale pour que Paris comprenne les dangers de sa politique d'alliance avec l'URSS contre un éventuel redressement allemand. A la fin des années 1940, certains milieux, notamment autour de Robert Schuman, n'hésitent pas à affirmer « que seule la fermeté occidentale, la construction d'une Europe occidentale liée aux Etats-Unis, la solution du problème allemand par la réconciliation franco-allemande et par l'intégration de la RFA à l'Europe de l'Ouest et à l'Occident permettrait d'obliger l'URSS un jour à libérer l'Europe orientale » (p. 255-256). L'auteur s'attache ensuite à présenter les approches successives des chefs d'Etat français ; il montre ainsi comment les calculs de François Mitterrand pour « freiner la réunification allemande, qui à ses yeux compromettrait le statut de la France en Europe » (p. 272) en essayant de créer une « Grande Europe » incluant une URSS réformée se sont révélés non seulement erronés mais ont fini de convaincre les pays d'Europe centrale et orientale de l'intérêt de se placer sous la protection de l'OTAN et des Etats-Unis plus que sous celle d'un hypothétique système de sécurité européen. Dans le dernier article de l'ouvrage, J. Kłoczowski revient sur les étapes du « retour en Europe » de la Pologne en montrant la place que le pays a joué entre la chute du régime communiste et l'intégration des PECO dans l'Union européenne. « Pour la première fois depuis trois siècles, la Pologne peut nourrir une espérance de stabilité et de sécurité internationale » (p. 279). Les principales publications citées dans les dix-neuf articles sont reprises à la fin de l'ouvrage dans une bibliographie classée par nom d'auteur ; mais il aurait été aussi intéressant de proposer un index des noms de personnes.

Enfin, le principal intérêt de l'ouvrage repose selon nous dans le croisement des regards entre ces spécialistes et la part faite aux stéréotypes, aux mythes et légendes et aux erreurs historiques. Il est ainsi révélateur que plusieurs auteurs se montrent très critiques face aux usages politiques de l'histoire et à certains écrits qui, à l'étranger depuis l'après-guerre ou en Pologne depuis les années 1980 et surtout 1990, tendent à se focaliser sur les aspects les plus positifs de l'histoire nationale quitte à en oublier les pages moins glorieuses. D. Beauvois n'hésite pas à critiquer avec virulence (et précision) un ouvrage publié par l'Institut du Centre-Est de Lublin, pourtant co-organisateur de la conférence en Sorbonne ; l'auteur met en garde contre les « mythes euphorisants » et les « dérives d'un nationalisme fantaisiste » et conclue « sur [l]es drames qu'il ne faut pas, semble-t-il, ignorer si l'on veut donner un reflet sans enjolivement de l'identité nationale et s'insérer avec lucidité dans la culture européenne. » (p. 56). En sens inverse, le livre ouvre ses pages à des auteurs comme A. Viatteau, née à Cracovie, fille et nièce de résistants polonais, visiblement séduite par le personnage de Piłsudski qu'elle souhaite réhabiliter à grands traits aux yeux de Français peu enclins traditionnellement à voir en lui un très grand homme d'Etat. Peut-on aller jusqu'à opposer la relative neutralité des historiens français au plus grand engagement de leurs collègues polonais ou d'origine polonaise ? C'est oublier que le regard des Français sur la Pologne compte plus pour les Polonais que la vision polonaise de la France pour les habitants de l'Hexagone. Cette asymétrie est fondamentale dans les relations internationales – n'oublions pas non plus celle existant entre Pologne et Russie/URSS. Il semble que plus qu'une défense de la politique européenne de la Pologne et de la « cause polonaise », l'ambition des historiens d'outre-Oder soit davantage tournée vers une juste illustration et même une explication de la politique et des imaginaires nationaux, salutaires lorsque nous mesurons le niveau moyen des connaissances sur cette partie de notre Europe.

Arnaud LÉONARD, février 2010.